

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

FRME 25-001

PROCÉDURE ADAPTÉE

Organisé en application des dispositions
du Code de la Commande Publique

**ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE
SANS MINIMUM AVEC MAXIMUM**

CONSOMMABLES POUR SOINS DENTAIRE

SOMMAIRE

	<u>PAGES</u>
INTRODUCTION.....	3
ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE.....	3
ARTICLE 2 : PROCEDURE DE REFERENCE.....	3
ARTICLE 3 : DECOMPOSITION EN LOTS	3
ARTICLE 4 : NATURE ET FORME DU MARCHE.....	4
ARTICLE 5 : DUREE DU MARCHE	4
ARTICLE 6 : CARACTERISTIQUES GENERALES.....	4
ARTICLE 7 : CARACTERISTIQUES TECHNIQUES	5
ARTICLE 8 : GARANTIE.....	6
ARTICLE 9 : LIVRAISON ET MISE EN SERVICE.....	6
 ANNEXE 1 DU CCTP - RENSEIGNEMENTS FOURNISSEUR	
ANNEXE 2 DU CCTP - CRITERE QUALITE LOGISTIQUE	
ANNEXE 3 DU CCTP - CRITERE QUALITE ENVIRONNEMENTALE	
ANNEXE 4 DU CCTP - REMISE CATALOGUE, RFA ET ESCOMPTE	
ANNEXE 5 DU CCTP – CATALOGUE DES BESOINS	
ANNEXE 6 DU CCTP - CATALOGUE DES BESOINS PAR ETABLISSEMENT	

INTRODUCTION

Conformément à la loi du 26 janvier 2016 relative à la modernisation de notre système de santé, le Groupement Hospitalier de Territoire de la Sarthe (GHT 72) est créé, depuis le 1^{er} juillet 2016, par une convention constitutive.

La fonction achat du GHT 72 est dévolue à l'établissement support du GHT 72 : le Centre Hospitalier du Mans.

Dans ce contexte, le Centre Hospitalier du Mans réalise les achats pour lui-même et pour le compte des établissements *parties* du GHT 72, à savoir le :

- . Centre hospitalier de Château du Loir
- . Centre hospitalier de La Ferté Bernard
- . Centre hospitalier du Lude
- . Pôle Hospitalier et Gériatrique Nord Sarthe (composé des centres hospitaliers de Beaumont sur Sarthe, Bonnétable et Sillé le Guillaume)
- . Centre hospitalier de Saint Calais
- . Etablissement Public de Santé Mentale de la Sarthe
- . Pôle Santé Sarthe et Loir
- . EHPAD de Bessé sur Braye

Dans le cadre du GHT 72, le Centre Hospitalier du Mans, établissement support, réalise la procédure d'achat pour le compte de établissements du GHT 72 suivant :

- **Centre Hospitalier du Mans**
194 avenue Rubillard
72037 LE MANS Cedex 9
- **Centre Hospitalier de La Ferté Bernard**
53 avenue Pierre Brulé
72400 LA FERTÉ BERNARD

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet la fourniture de **CONSOMMABLES POUR SOINS DENTAIRES**.

ARTICLE 2 : PROCEDURE DE REFERENCE

Le marché est conclu à la suite d'une **procédure adaptée** conformément aux dispositions de l'article R.2123-1 1° du Code de la Commande Publique. La consultation donnera lieu à un accord-cadre à bons de commande en application des articles R.2162-1 à R2162-5 et R2162-13 à 2162-14 du Code de la commande publique.

ARTICLE 3 : DECOMPOSITION EN LOTS

La consultation comporte **2 lots** :

- **Lot 1 : Consommables pour soins dentaires.**
- **Lot 2 : Fraises type Komet ou équivalent.**

Les établissements concernés par la procédure pourront, au-delà de la quantification initiale, accéder à l'autre lot par un courrier d'activation qui sera transmis au titulaire.

ARTICLE 4 : NATURE ET FORME DU MARCHE

Pour le lot 1 (Consommables pour soins dentaires), l'accord-cadre est multi attributaires conformément à l'article R2162-10 du Code de la commande publique. **Les titulaires du présent marché pour ce lot seront au nombre maximum de 2. La répartition des commandes sera de 50% pour chacun des titulaires.**

Pour le lot 2, l'accord-cadre est mono attributaire conformément à l'article R2162-9 du Code de la commande publique.

La consultation donnera lieu à un accord-cadre à bons de commande en application des articles R.2162-1 à R2162-5 et R2162-13 à 2162-14 du Code de la commande publique.

Compte tenu du caractère imprévisible des dépenses/quantités, le marché sera **un accord-cadre sans minimum et avec un maximum de 213 000 € HT pour la durée du marché** et réparti de la manière suivante :

- **Lot n° 1 - Consommables pour soins dentaires.**
Montant maximum pour la durée du marché : 204 000 € HT
- **Lot 2 : Frais type Komet ou équivalent.**
Montant maximum pour la durée du marché : 9 000 € HT

Le marché s'exécute par émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins exprimés par l'acheteur

ARTICLE 5 : DUREE DU MARCHE

Le marché est conclu pour une durée de **12 mois à compter du 01/08/2025 ou de sa date de notification au titulaire si celle-ci est postérieure.**

Le marché est tacitement reconductible 3 fois par périodes de 12 mois. Le titulaire ne peut la refuser. En cas de non-reconduction du marché, le titulaire sera informé au moins 2 mois à l'avance avant la fin de la période d'exécution en cours.

Au cas où le Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, déciderait de ne pas reconduire l'accord cadre, il l'exprimerait par écrit deux mois au moins avant cette

ARTICLE 6 : CARACTERISTIQUES GENERALES

Les produits devront être **conformes** :

- au Code de la Santé Publique
- à la réglementation des Pharmacopées française et européenne
- aux réglementations française et européenne sur les dispositifs médicaux

Les dispositifs médicaux doivent comporter un **étiquetage complet** et des **modes d'emploi** en langue française (Décret n° 95/292 du 16 mars 1995).

L'étiquetage comportera :

- la désignation générique exacte du produit (nom du fournisseur, référence et désignation)

- le marquage C.E. et le numéro de l'organisme notifié
- le numéro de lot
- la date de fabrication
- la durée de garantie
- le mode de stérilisation

Dans le cas où la validité du certificat du marquage C.E. viendrait à échéance au cours de la période de validité des offres, il appartiendra au candidat de fournir un nouveau certificat. De la même façon, entre la notification du marché et la livraison des instruments, le candidat devenu titulaire devra fournir ce même certificat pour tout marquage C.E. à échéance.

Pour chacun des lots, dans les documents du Dossier de Consultation, lorsqu'il est fait mention d'une référence, celle-ci permet d'identifier précisément le besoin mais elle doit, bien entendu, être considérée comme « ou équivalent ».

ARTICLE 7 : CARACTERISTIQUES TECHNIQUES

● Lot n°1 CONSOMMABLES POUR SOINS DENTAIRES

Les dispositifs stérilisables du catalogue devront répondre aux normes en vigueur selon qu'ils sont en acier inoxydable ou en plastique.

Tous les dispositifs en acier inoxydable devront être conformes aux normes en vigueur et aux spécifications techniques contenues dans les décisions du Groupement Permanent d'Etudes des Marchés d'équipements et fournitures des centres de soins et des laboratoires (G.P.E.M./S.L.) publiées au Bulletin Officiel de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes et regroupées dans la brochure Marchés Publics des Journaux Officiels. Le candidat fournira un document attestant de cette conformité.

Les dispositifs devront être identifiés par un **marquage avec passivation**.

Le candidat devra faire parvenir le **certificat du processus de fabrication jusqu'à la passivation**.

La **finition** sera de préférence **en mat**.

Les dispositifs devront être **exempts de tout résidu**.

Les dispositifs devront présenter des caractéristiques leur permettant de **résister** dans des conditions normales **aux procédures de désinfection** suivantes :

- Immersion dans un détergent désinfectant de type ANIOS'CLEAN EXCEL D®
- Immersion dans un bain sporicide : produit détergent-désinfectant à bas d'acide péracétique
- Immersion dans un détergent inactivant de type ALKA 100* à 1%
- Nettoyage en laveur-désinfecteur avec les produits détergents, neutralisants en usage dans l'établissement types :
 - Lavant : Aniosyme DLM Maxi (Anios)
 - Neutralisant : Actanios WD (Anios)

- Résistance aux procédés qui pourraient être requis pour l'inactivation des A.T.N.C. (Agents Transmissibles Non Conventionnels) tels que ceux précisés par l'instruction n° DGS/R13/2011/449 du 1^{er} décembre 2011 relative à l'actualisation des recommandations visant à réduire les risques de transmission des ATNC lors des actes invasifs
- Stérilisation par vapeur d'eau à 134° pendant une durée supérieure ou égale à 18 minutes
- Le candidat fournira une procédure écrite concernant les recommandations de traitement des dispositifs lors de la première mise en stérilisation.

Matéiovigilance

Les fournisseurs devront préciser par écrit les noms et coordonnées de leur correspondant de matéiovigilance, conformément au décret N° 96/32 du 15 janvier 1996, relatif à la matéiovigilance exercée sur les dispositifs médicaux

Le candidat devra fournir son catalogue complet et indiquer, dans le tableau de réponses (annexe financière), la remise consentie dans la même spécialité du lot.

- **Lot n° 2 FRAISES TYPE KOMET OU EQUIVALENT**

Les fraises devront répondre aux normes ISO en vigueur, concernant le matériel, la tige, la forme, la granulométrie et la taille.

ARTICLE 8 : GARANTIE

Pour le lot 02, le candidat indiquera impérativement, dans le tableau de réponse (annexe financière), la durée de garantie de ses dispositifs.

ARTICLE 9 : LIVRAISON ET MISE EN SERVICE

Pour les dispositifs pouvant passer en stérilisation, lors de chaque commande, une attestation sera exigée précisant que le dispositif a été assemblé uniquement avec des pièces neuves.

